COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lettre ouverte à Jean Castex, Premier ministre

08 MARS 2022

Lettre ouverte au Premier Ministre

Face à une flambée sans précédent des prix des carburants et plus globalement des énergies, les organisations professionnelles OTRE FNTR, FNTV et l'Union TLF, adressent une Lettre Ouverte au Premier Ministre pour alerter sur la situation critique des entreprises et l'urgence de mise en œuvre de mesures fortes de soutien au secteur du Transport Routier.

Face à une flambée sans précédent des prix des carburants et plus globalement des énergies, les organisations professionnelles OTRE FNTR, FNTV et l'Union TLF, adressent une Lettre Ouverte au Premier Ministre pour alerter sur la situation critique des entreprises et l'urgence de mise en œuvre de mesures fortes de soutien au secteur du Transport routier.

Elles réclament notamment un soutien immédiat et direct des entreprises, ainsi que la mise en place de mesures concrètes permettant de protéger les entreprises des évolutions futures des coûts de l'énergie et plus globalement de l'inflation généralisée.

Télécharger la lettre ouverte

Lettre ouverte à Monsieur Jean CASTEX
Premier ministre

Paris, le 8 mars 2022

Monsieur le Premier ministre,

Depuis deux ans, et le début de la crise Covid, les Français ont toujours pu compter sur l'engagement sans faille des acteurs du Transport Routier et de la Logistique. Pendant toute cette période, les entreprises du secteur ont su s'adapter pour faire face à des difficultés inédites. C'est cette capacité de résilience qui a permis à notre pays de tenir sans que les Français n'aient à souffrir dans leur approvisionnement ou leurs déplacements quotidiens.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle crise à laquelle la France doit faire face avec une flambée sans précédent des prix des carburants et plus globalement des énergies. Pour les entreprises du Transport Routier et de la Logistique, la facture s'alourdit de jours en jours et les mécanismes de répercussion légale ou conventionnelle ne suffisent plus dans un contexte où les hausses sont quotidiennes. Au-delà des prix de l'énergie, c'est plus globalement l'inflation galopante qui est au cœur de leurs inquiétudes et de leurs difficultés.

Les entreprises sont exsangues, les trésoreries vides et les perspectives très sombres. Ces hausses sans précédent font s'interroger de nombreux transporteurs sur leur capacité à continuer à assurer leur mission de transport sans travailler durablement à perte. Les défaillances d'entreprises vont se multiplier.

Vous avez annoncé un plan de résilience pour soutenir les secteurs stratégiques de l'économie française. Le Transport routier de marchandises, de personnes et la Logistique doivent en faire partie. Sans mesures fortes et immédiates de soutien économique au secteur, les entreprises ne pourront continuer à assurer leur activité vitale à tout le reste de l'économie française, à l'approvisionnement de nos concitoyens ou encore à la possibilité pour les enfants d'utiliser les transports scolaires ou aux salariés d'assurer leurs trajets domicile-travail en transports collectifs. Leur capacité à continuer d'assurer leur activité se comptent en jours.

En tant qu'organisations professionnelles, il est de notre devoir de vous alerter sur cette situation d'urgence et sur ses potentielles conséquences.

Les organisations professionnelles ont déjà alerté par courriers distincts le Ministre de l'Économie et des Finances et la Ministre de la Transition écologique, sollicitant un rendez-vous pour présenter nos attentes fortes : (1) un soutien immédiat et direct des entreprises et (2) la mise en place de mesures concrètes permettant de protéger nos entreprises des évolutions futures des coûts de l'énergie et, plus globalement, de l'inflation généralisée (exonération de charges fiscales et sociales, chèque inflation sur la base du CA annuel ou encore des kilomètres parcourus, révision mensuelle des prix des contrats publics de transport, etc.). A la grande inquiétude de nos adhérents, ces courriers sont restés sans réponse.

Monsieur le Premier Ministre, nos professionnels et leurs salariés comptent sur vous. Aussi, nous vous demandons de nous recevoir dans les meilleurs délais afin que vous puissiez prendre les mesures de soutien nécessaires de toute urgence.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de nos respectueuses salutations.